

# Suisse : les crétins de gauche veulent que la Suisse s'endette pour donner de l'argent aux autres

écrit par Docteur Dominique Schwander | 25 mai 2025





Ces crétins de gauche et du centre veulent que la Suisse s'endette pour donner de l'argent aux autres.

Les comparaisons de dette sont instructives.

**Dominique Schwander**

**Communiqué de presse de l'UDC Suisse**

**Ne touchons pas au frein à l'endettement éprouvé !  
Une fois de plus, le Parlement tente d'affaiblir le frein à l'endettement. Le groupe UDC s'oppose à ce tour de passe-passe.**

**Le groupe UDC rejette à l'unanimité la motion 25.3233 « Ajuster le frein à l'endettement de la Confédération », déposée par le groupe socialiste. Il ne s'agit que d'une nouvelle tentative de la moitié gauche du Parlement d'ouvrir les vannes pour encore plus de dépenses publiques et encore plus de dettes.**

**Le frein à l'endettement suisse est un modèle de réussite. Il veille à ce que le Parlement ne puisse pas décider de dépenses supérieures aux recettes de la**

**Confédération. C'est pourquoi notre pays est aujourd'hui bien mieux loti que l'UE : les États de l'UE ont une dette publique 3x plus élevée (82.5%) que la Suisse (25.9%) !**

**Pour les mêmes raisons, le groupe UDC rejette les crédits supplémentaires. Le Conseil fédéral demande 675 millions de francs supplémentaires pour l'année 2025. Il s'agit d'un double tour de passe-passe : le Conseil fédéral veut ainsi contourner les prescriptions du frein à l'endettement. De plus, 666 de ces 675 millions doivent être versés à l'UE pour divers programmes sans qu'un débat de fond sur leur sens et leur utilité puisse avoir lieu au sein des commissions et du Parlement.**

L'imposition individuelle entraîne encore plus de bureaucratie fiscale

En outre, l'UDC rejette l'initiative populaire pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil ainsi que son contre-projet indirect. Les familles de classe moyenne devraient payer chaque année des milliers de francs d'impôts supplémentaires.

A cela s'ajoute une augmentation massive de la bureaucratie : les familles imposables devraient à l'avenir remplir deux déclarations d'impôt et indiquer clairement à qui appartient quoi. Des questions auxquelles la plupart des couples ne peuvent guère ou que très difficilement répondre. Les autorités fiscales devraient également créer des milliers de nouveaux postes. En outre, l'imposition individuelle empiète sur l'autonomie des cantons, car elle leur prescrit les bases centrales de l'imposition.